

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Mobilisation-des-ecologistes>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue de presse > **Mobilisation des écologistes pendant un mois.**

15 avril 2004

Mobilisation des écologistes pendant un mois.

PARIS, 15 avril (Reuters) - Le Réseau "Sortir du nucléaire", qui rassemble 688 associations, a annoncé jeudi un mois de mobilisation à partir du 24 avril à travers la France contre la construction du réacteur de troisième génération EPR.

La mobilisation prendra la forme d'un "tour de France" de 28 étapes dont le coup d'envoi sera donné devant la centrale nucléaire de Fessenheim, en Alsace.

Les militants, qui sillonneront la France jusqu'au 22 mai, organiseront des manifestations devant la plupart des installations nucléaires importantes et devant des sites produisant de l'énergie renouvelable, a-t-il expliqué.

Ce tour de France se terminera par un rassemblement à Rouen, près de Panly (Basse-Normandie), l'un des sites susceptibles de recevoir le réacteur EPR (réacteur européen à eau sous pression).

D'ici à 2020, la France doit remplacer 30 de ses 58 centrales nucléaires.

Les écologistes préconisent, pour remplacer le nucléaire, des énergies renouvelables comme l'énergie éolienne, le solaire, la géothermie ou la biomasse.

Ils affirment que l'EPR, dont le prix du prototype est évalué à trois milliards d'euros, produit autant de déchets nucléaires que ses prédécesseurs.

Trois régions se sont pour l'instant portées candidates pour accueillir l'EPR : Rhône-Alpes, la Basse-Normandie et la Haute-Normandie.

"Le nouveau ministre de l'Industrie Nicolas Sarkozy fait allégeance au lobby nucléaire", a estimé le porte-parole du réseau, Sortir du nucléaire, Stéphane Lhomme, qui a présenté jeudi son programme de mobilisation.

Le ministre de l'Economie Nicolas Sarkozy a annoncé cette semaine la tenue d'un débat d'orientation sur l'énergie le 15 avril au Parlement.

Le 5 avril, le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, dans son discours de politique générale, avait déclaré que la France devait s'engager dans la voie de l'EPR.

De son côté, François Roussely, le P-DG d'EDF, a estimé cette semaine que la procédure du choix d'un site pour l'EPR serait lancée juste après le débat d'orientation.

"Il s'agit là d'un inacceptable passage en force", a estimé Stéphane Lhomme. "La population française, majoritairement, refuse la construction de nouveaux réacteurs nucléaires et préconise les économies d'énergie et les énergies renouvelables", a-t-il dit.

Il a accusé Nicolas Sarkozy d'avoir "très vite cédé aux pressions des multinationales Areva et EDF qui exigent la construction du réacteur EPR".